

Cris d'Afrique noire et des pays créoles

Carlo Mandolini

Number 197, July–August 1998

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/49195ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

La revue Séquences Inc.

ISSN

0037-2412 (print)

1923-5100 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Mandolini, C. (1998). Cris d'Afrique noire et des pays créoles. *Séquences*, (197), 14–15.

Cris d'Afrique noire et des pays créoles

Le cinéma sait se faire exigeant, dur, éprouvant. Lorsqu'il devient art en mouvement, art qui scrute le monde, le cinéma remue et dérange. À *Vues d'Afrique*, nous avons découvert, cette année encore, qu'il est conscient du rôle primordial qu'il a à jouer. Conscient de posséder le pouvoir des images. Images pour s'affirmer aux yeux du monde, pour montrer, pour rompre le silence sur les failles d'un système et surtout dénoncer la guerre, la haine, l'oubli, le sort fait aux femmes et aux enfants.

CES IMAGES QUI SONT UN MIROIR

Ces images témoignent alors d'un désir de se retrouver, de s'interroger en tant que société. Mais se questionner, c'est aussi accepter la remise en question de sujets délicats, de pratiques traditionnelles profondément ancrées



Taafé Fanga (*Pouvoir de pagne*)

dans les populations. En ce sens, il est intéressant de voir que plusieurs de ces films sont produits par la télévision africaine, ce qui démontre une volonté réelle d'intervenir dans le quotidien des gens.

Ainsi, lorsque la réalisatrice Zara Mahamat Yacoub, dans le documentaire *Dilemme au Féminin* (Tchad), filme en gros plan et in extenso d'insupportables séances de mutilation génitale féminine (clitoridectomie, excision...), ce n'est évidemment pas par sensationnalisme, mais bien parce qu'elle n'a d'autre choix que de *montrer* cet acte dans toute sa violence. Parce que montrer signifie dénoncer, dans la mesure où la caméra brise le cercle du silence qui empêche de poser certaines questions fondamentales : doit-on remettre en question certaines pratiques traditionnelles ? La caméra représente ici un regard extérieur qui s'immisce dans la tradition et qui affronte ce rituel. La réalisatrice souligne de plus l'opposition entre deux mentalités (voire même deux cultures) en confrontant l'opinion d'un haut responsable de la communauté islamique et un médecin. Alors que l'imam justifie cette pratique en s'appuyant sur la tradition (quoiqu'il semble que le Coran ne fait aucune mention de cette pratique), le médecin (une femme) raconte les nombreuses complications graves qu'elle a eu à traiter suite à la mutilation génitale féminine. D'autre part, lorsque l'on voit les scènes de réjouissance qui suivent les séances de mutilation, on comprend à quel point cette pratique est ancrée dans la tradition. Et ceux qui voudraient la voir disparaître ont encore beaucoup de travail à faire. Enfin, en donnant la parole à ces fillettes qui ont subi l'opération, la réalisatrice nous rappelle que c'est d'abord à des enfants que l'on inflige cette épreuve. Il est intéressant de mentionner que le film commence dans un studio de radio, où une animatrice fait la lecture de communiqués d'événements locaux. L'un de ces com-

muniqués annonce la tenue de célébrations à l'occasion d'une excision. On ne peut que penser, avec ce prologue, que Zara Mahamat Yacoub adresse un reproche aux médias (donc aux structures sociales tchadiennes) pour leur *complicité*.

DROITS DES ENFANTS, DROITS DES FEMMES

L'enfance est un symbole universel de l'avenir d'une société. Aussi, le travail des enfants est-il un autre problème qui préoccupe les intervenants sociaux et politiques : « Nous épuisons la main-d'œuvre camerounaise de demain », dit un dirigeant dans *Ces gosses qui bossent* (Margaret Fombe Fube, Cameroun). D'autres intervenants, filmés en plan épaule avec regard caméra, exhortent les pères à cesser d'embaucher leurs enfants pour du travail manuel. Ici aussi, l'image (télévisuelle) est un miroir. Et c'est là toute sa force. Car même si ce film est plutôt mineur sur plusieurs plans (commentaire, cadrage, qualité du mixage), il réussit à interpeller directement le spectateur (camerounais d'abord) dans l'espoir de provoquer des changements d'attitude.

La condition de la femme est au cœur de *Taafé Fanga (Pouvoir de pagne)* d'Adama Drabo (Mali) une comédie réjouissante sur la révolution des femmes d'un petit village qui prennent le pouvoir politique, social et économique et relèguent leurs hommes aux tâches ménagères, jusqu'au jour où la naissance d'un enfant ne vienne, en quelque sorte, rétablir l'ordre *naturel* des choses. Or cette finale n'a rien de réactionnaire : au contraire, elle affirme une volonté d'affirmer « le respect et l'égalité dans la différence ». Respect de la différence entre hommes et femmes, mais aussi entre groupes sociaux et ethniques au sein même de la société malienne. De plus, suite à cette aventure, plus rien ne sera comme avant dans ce village. Le sujet de *Taafé Fanga* est d'une très grande importance et Drabo en est conscient, puisque les questions qu'il soulève sont fondamentales dans l'implantation de nouvelles sociales : « Attention les hommes, dit une femme à la fin du film, nous avons désormais goûté au pouvoir. Nous vous le reprendrons au premier faux pas ». Mais cela n'empêchera pas le réalisateur de donner à son film un ton de comédie des plus dynamiques et rafraîchissants. Drabo réussit en effet avec bonheur à allier réalisme et onirisme dans une mise en scène qui sait malgré tout se faire discrète, cédant ainsi toute la place à un groupe d'acteurs particulièrement dynamiques qui parviennent à créer des scènes

d'une drôlerie souvent irrésistible. Mais au cœur de cet humour, il y a une révolution sociale vécue par une enfant qui – troublée par les déchirements familiaux que provoque cet événement – sera le maillon entre son père et sa mère.

La question de l'enfance est aussi la préoccupation fondamentale de *Ki prizon pou fame ak timoun ? / Quelle prison pour femmes et mineurs ?* (Rachèle Magloire, Haïti), un documentaire au traitement plutôt conventionnel mais qui aborde avec force et courage le problème des prisons pour femmes et mineurs en Haïti. Le constat est cru : insalubrité, violence, absence de ressources et carence des services d'encadrement. Magloire promène sa caméra partout et offre son micro à tous : détenus, gardiens, directrice du pénitencier ainsi que – très brièvement – le président René Préval. Pour Magloire, le travail de reconstruction sociale dans ce pays sans ressources est immense. C'est un véritable cri d'alarme qu'elle lance. Mis en contact avec des plus criminels qu'eux, ces mineurs, enfermés dans ces prisons, sont en fait inscrits à l'« école du crime ».

D'autres enfants, qui vivent dans certains pays africains déchirés par les guerres et les conflits ethniques, sont à l'école de la guerre et de la mort. Ils ont à peine 10 ou 12 ans mais ils sont déjà armés jusqu'aux dents. Ce sont les gamins de la « génération Kalachnikov » qui ont vécu les atrocités de la guerre et qui sont prisonniers du cercle infernal de violence et de vengeance. Les convaincre de déposer les armes est primordial puisque c'est par eux qu'une paix durable pourra se construire. Mais comment faire ? Par où commencer ? Ce sont là certaines des questions que se posent les musiciens du très beau documentaire *La Musique s'en va-t-en guerre* (Bassek Ba Kobhio, Cameroun). Ce film suit six des musiciens les plus populaires d'Afrique (dont Youssou N'Dour et Papa Wemba) dans leur périple panafricain pour faire la promotion de la tolérance, de l'unité et de la paix. C'est un documentaire très simple au niveau de l'approche filmique et pourtant extrêmement fort et percutant. Ces images et récits de guerre tribales, fratricides, ethniques nous marquent profondément. Mais ce sentiment effroyable qui vous tient à la gorge s'apaise lorsque l'on voit des enfants angolais danser aux rythmes de musiques interprétées par des artistes sud-africains. On se convainc que l'art – et donc le cinéma – a encore un rôle à jouer dans ce monde devenu fou à lier. **S**

Carlo Mandolini

IXION

JUDITH DUBEAU

COMMUNICATIONS

190A, av. de l'Épée
Outremont, Québec H2V 3T2
tél.: 514.495.8176 fax: 514.495.1009